

Prison ferme pour menaces de mort contre le maire de Givors

Un homme de 60 ans était jugé pour avoir adressé des courriers anonymes à quatre victimes, dont l' élu du Rhône et une avocate

LYON - correspondant

L'histoire du racisme ordinaire s'est racontée sans fard, vendredi 4 septembre à Lyon, à l'occasion du procès en comparution immédiate de Patrick Dupont, 60 ans, invalide et retraité, condamné à un an de prison, dont six mois avec sursis et mise à l'épreuve, pour « menaces de mort », à la suite de courriers anonymes adressés à quatre victimes, dont Mohamed Boudjelaba, nouveau maire (divers gauche) de Givors (Rhône), le 21 août. « S'en prendre à un élu, c'est s'en prendre à la République », avait réagi le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, lorsque l'édile avait publié sur les réseaux sociaux les extraits de la lettre manuscrite reçue à la mairie, truffés d'insultes racistes, menaçant de faire exploser une bombe.

Le texte a aussi fait sursauter Chamssa Mehaoua, 30 ans. L'habitante de Givors a immédiatement reconnu la prose qu'elle avait reçue dans sa boîte aux lettres, le 13 décembre 2018. Pour elle, des menaces plus lourdes s'ajoutaient aux termes vulgaires : « On va te retrouver, t'égorger avec tes gamins. » A l'époque, la mère de famille avait suspecté son voisin du quatrième étage du HLM du quartier populaire des Vernes, à cause de problèmes de voisinage. Mais l'enquête minimaliste s'était soldée par un non-lieu, le 7 mai 2019. « Cette affaire avait complètement bouleversé ma vie, j'ai eu très peur, j'ai quitté mon domicile du jour au lendemain. Dans la rue, je me sentais observée, j'ai dormi dans la rue, à l'hôtel, avant de retrouver un loge-

Outre les termes racistes de « racaille » et de « bougnoule », les pages regorgeaient d'allusions à des attentats

ment », confie au Monde Chamssa Mehaoua. Dès qu'elle a découvert l'affaire du maire de Givors, elle a signalé la troublante similitude des lettres au commissariat. Ce qui a permis aux policiers de ressortir des archives deux plaintes supplémentaires, pour des lettres d'injures racistes et de menaces, signées de « retraités français ».

En décembre 2018, un courrier était arrivé au domicile du président d'une association d'aide aux migrants, avec cette saillie : « Vous trouvez qu'il n'y en a pas assez de cette sale race ? » En septembre 2019, c'est l'avocate Marie-Noëlle Fréry qui était visée. « Tu sais comment ça fait une bombe dans une étude d'avocats, ça fait boum », disait la missive. « Je reçois des lettres de menaces depuis trente-six ans, mais là, ma secrétaire, qui travaille avec moi depuis vingt-sept ans, a vraiment eu peur, je ne peux pas l'accepter », a témoigné l'avocate à la barre.

Engagée dans la défense du droit des étrangers, M^e Fréry s'était obligée à installer une caméra de surveillance à la suite de ce courrier plus virulent que les autres. « J'ai le même âge que vous ! Mon grand-père était cheminot, ma mère couturière, les injustices ça existe pour

tout le monde », dit M^e Fréry, qui voudrait faire comprendre au prévenu que les avocats défendent sans distinction de race : « Qu'ils s'appellent Mohamed ou Dupont ! » « Je l'ai déjà croisé dans la rue, jamais je n'aurais pensé que c'était l'auteur de la lettre », a ajouté M^{me} Mehaoua. Outre les termes racistes de « racaille » et de « bougnoule », les pages manuscrites regorgeaient d'allusions aux attentats contre *Charlie Hebdo*, du Bataclan, de Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), ou de Saint-Quentin-Fallavier (Isère).

Placé en garde à vue, Patrick Dupont a reconnu l'envoi d'une dizaine de courriers racistes et anonymes, dont un à Brigitte Macron, et le plus récent adressé au premier ministre, Jean Castex. Face au tribunal, l'homme avoue les faits, sans les revendiquer, plutôt gêné. A part quelques tracts du Rassemblement national trouvés en perquisition dans son domicile, où flottait une forte odeur de chats, Patrick Dupont n'affiche aucune conviction politique, et son tee-shirt blanc porte un seul slogan : « boulot, apéro, dodo ».

« Malade de cette haine »

L'ancien ouvrier intérimaire reste évasif face au président qui voudrait comprendre pourquoi il a mis des heures à rédiger de pleines pages aux relents racistes. « J'étais désespéré, j'ai pétié un câble », répète péniblement Patrick Dupont, les mains sur les hanches, la voix aigrelette.

Dans le dossier, il est indiqué que le prévenu a arrêté les études à l'âge de 14 ans, avant d'enchaîner des postes d'intérim. Son casier judiciaire porte cinq condamnations, dont quatre entre 2003 et

2007 pour abandon de famille, à cause d'une pension non payée pour son fils aujourd'hui âgé de 25 ans. La cinquième porte sur un vol, sanctionné de 200 euros d'amende. Opérateur-régleur en usine, il dit avoir été licencié en 2019 pour inaptitude, à cause de problèmes cardiaques. Il touche une pension d'invalidité de 160 euros mensuels.

Patrick Dupont réside au quatrième étage d'un immeuble HLM sans ascenseur, et il voudrait déménager dans un logement au rez-de-chaussée, à cause de ses soucis cardiaques. « J'ai l'impression d'avoir été abandonné par la société », dit-il dans son interrogatoire. A travers ses lettres, il semble se persuader que « les Arabes » prennent sa place. Ses réponses lapidaires donnent l'impression d'une existence repliée sur la rumination de ses souffrances, avec pour seule échappatoire la désignation d'un responsable, l'étranger.

« Je pense que vous êtes malade de cette haine, regardez-vous en face », l'exhorte David Letievan, avocat des parties civiles, alors que son confrère Thomas Fourrey rappelle : « Les mots font mal. » La procureure Ambre Bernard s'inquiète d'une « personnalité bien lisse, qui ne laisse transpirer aucune émotion ». « Il n'a pas trouvé d'autre moyen de se faire entendre, ce dossier c'est la précarité, la misère », plaide en défense Alban Barlet. Le tribunal a prononcé deux ans de mise à l'épreuve, avec obligation de soins et d'un stage de citoyenneté, tout en accordant le bracelet électronique à domicile pour exécuter les six mois ferme. ■

RICHARD SCHITTLY

Tour de France : entre prudence et spectacle, le dilemme des favoris

Un copieux week-end pyrénéen attend les prétendants à la victoire finale

CYCLISME

LAVAUUR (TARN) - envoyés spéciaux

La chance sourit aux audacieux. Mais sur ce Tour de France, imaginé pour eux par les organisateurs, ils se font quelque peu attendre. Une semaine a passé depuis le grand départ dans la baie des Anges, à Nice, et le peloton aborde, samedi 5 septembre, les Pyrénées, sans avoir assisté au remue-ménage promis – ou fantasmé – à sa tête.

Le Tour 2020 est une édition « construite pour les audacieux », assure Thierry Gouvenou. Bras droit du directeur du Tour, Christian Prudhomme, l'ancien coureur est chargé d'élaborer le parcours. Cette année, il y a mis de la montagne. « On traverse les cinq massifs français, avec des nouveautés redoutables, qui devraient assurer le spectacle », développait-il jeudi au Monde, prenant pour exemple le col de la Lusette, dans les Cévennes, que les coureurs allaient découvrir. Plus haut, plus rude, à l'image du parcours.

La montagne aura accouché d'une souris, les favoris s'étant observés. Malgré un parcours escarpé, la première semaine aura laissé les observateurs sur leur faim. « Les injonctions contradictoires, c'est le lot du cyclisme, résume l'ancien coureur Christophe Riblon. Avant, ça allait trop vite, maintenant, on aimerait qu'ils aillent trop vite tous les jours. »

Après un début de Tour qui a éprouvé les hommes – cent chutes lors de la première journée, pluvieuse –, aucun favori n'a dévoilé ses cartes lors des deux premières étapes montagnardes. Seul le Slovène Primoz Roglic a profité de la force de son équipe, Jumbo-Visma, pour grappiller dix secondes sur le reste des leaders à l'arrivée d'Orcières-Merlette (Hautes-Alpes), mardi.

Une course par élimination

Absence d'initiatives due à un tracé trop exigeant ? Reprise en main de leur destin par les coureurs ? Pour Philippe Mauduit, le directeur sportif de la Groupama-FDJ, interrogé par *L'Equipe* après l'arrivée au mont Aigoual, jeudi, les grandes manœuvres ne s'effectueraient que « quand les coureurs l'auront décidé. Tout simplement ». « Les patrons du Tour, ce ne sont ni les commentateurs ni les gens qui choisissent le parcours : ce sont les coureurs. Et ils font en fonction de leurs moyens », ajoute-t-il. Quitte à passer une étape entière en peloton groupé – la cinquième, mercredi, entre Gap et Privas –, pour souffler.

Chamboulé et décalé par la pandémie mondiale, ce Tour fait peur. A l'idée d'enchaîner, en moyenne, 3 000 mètres de dénivelé par jour d'ici à l'arrivée sur les Champs-Élysées, le 20 septembre, il y a de quoi ne pas vouloir brûler ses cartouches trop tôt. « C'est un Tour difficile, rappelle l'ex-coureur Cédric Pineau. Au-delà des chutes, il y a eu de la difficulté dès les premières étapes, et il y en aura encore beaucoup. » « Chacun doit gérer au mieux », prolonge Christophe Riblon. Pour certains, qui ont subi une chute, il faut panser ses plaies, pour les autres, c'est de la gestion. »

Mal à l'aise dans cette stratégie attentiste, le Français Guillaume Martin, 3^e au classement général, a dû dompter les fourmis qu'il a dans les jambes. « Depuis plusieurs jours, on freine Guillaume, il a envie de passer à l'attaque et de suivre toutes les attaques, confessait son manager chez Cofidis, Cédric Vasseur, après la quatrième étape. Mais il faut courir intelligemment et de façon patiente, ça va être une course par élimination. »

GRÉGOIRE MÉROT

« Avant ça allait trop vite, maintenant on aimerait qu'ils aillent trop vite tous les jours »

CHRISTOPHE RIBLON
ancien coureur

Sans se faire l'avocat d'une course cadennassée, Christophe Riblon rappelle que le gros du menu reste à venir, avec deux étapes pyrénéennes et une flopée d'arrivées alpines. Où ce peloton au niveau extrêmement homogène – notamment en raison du programme de préparation resserré – pourrait s'éparpiller sur les pentes. « A la fin, le podium va se jouer à quelques dizaines de secondes. »

D'autant que nul ne semble pressé de poser son joug sur cette édition. L'époque – récente – où la Team Sky, devenue Ineos, assommait la course dès la première étape de montagne, pour ensuite gérer les quinze ou vingt jours restant, semble révolue. « Le Tour étant très difficile dans le final, on sent que les équipes hésitent à aller chercher le maillot jaune, constate Vincent Lavenu, le patron d'AG2R La Mondiale. Si Roglic a gagné à Orcières, ça arrangeait la Jumbo de ne pas avoir à supporter le poids de la course. »

Résultat, c'est la Mitchelton-Scott d'Adam Yates, maillot jaune depuis mercredi à Privas, qui a dû s'employer, jeudi, pour maîtriser l'échappée de « gros moteurs » partie à la conquête de la sixième étape. « Le résultat n'est peut-être pas extraordinaire, mais c'était une sacrée partie de manivelles, insiste Vincent Lavenu. C'était du très haut niveau, et il faut être capable de supporter ça. » Economisant ses forces, la Jumbo-Visma est restée au chaud. « C'était la situation idéale, a convenu Primoz Roglic. Nous avions tout le monde sous contrôle. » Pour une poignée de secondes, l'essai jaune et noir laisse le maillot de leader à Yates. Cette tunique impliquant des responsabilités, ce n'est pas – encore – à Jumbo-Visma de les assumer. Les grandes équipes s'accommodent de vivre cachées.

Le feu d'artifice aura-t-il lieu ? Sur cet échiquier géant, chacun place ses pions. Plusieurs favoris – dont le Français Thibaut Pinot – se doivent de secouer la course, sous peine de regrets. « C'est sur les Pyrénées qu'on est concentrés, avertit le Français de l'équipe Groupama-FDJ. Il faudra durcir la course samedi pour fatiguer les adversaires et pouvoir attaquer dimanche. »

Le Tour de France s'achevant par un contre-la-montre périlleux à la Planche des Belles Filles (Vosges), dont Roglic est le grand favori, ses concurrents auront à cœur d'essayer de déstabiliser le Slovène. « On sait que la troisième semaine sera extrêmement difficile, conclut Christophe Riblon. Les favoris sont là pour essayer de gagner le Tour de France, pas pour faire le spectacle. »

Du désordre naît le chaos. En cyclisme, en tout cas, et après une semaine de calme plat, les équipes l'ont compris. Vendredi 4 septembre, le peloton a été secoué par des bourrasques de vent, provoquant des bordures à la suite de l'accélération de l'équipe Borahansgrohe. Comme Thibaut Pinot l'an passé à proximité d'Albi, plusieurs outsiders – dont le Slovène Tadej Pogacar – ont fait les frais de ces cassures. De l'audace, toujours de l'audace. ■

ANTHONY HERNANDEZ
ET CLÉMENT MARTEL

A Mayotte, une nouvelle flambée de violence entre jeunes et forces de l'ordre

Des affrontements ont éclaté à la suite de la grève des transporteurs scolaires

REPORTAGE

MAYOTTE - correspondance

Poubelles, pneus et palettes renversés et brûlés sur les principaux axes routiers pour bloquer la circulation... Depuis le 31 août, les élèves de Mayotte ont manifesté pendant plusieurs jours pour protester contre l'absence de bus de ramassage scolaire en raison d'une grève des chauffeurs. Mais mercredi 2 septembre, des bandes de jeunes non scolarisés se sont mêlées aux barrages, avec la claire intention de racketter les automobilistes et les motards bloqués, et d'en découdre avec les forces de l'ordre. Exaspérés, des usagers ont riposté et ont affronté les jeunes.

Mercredi, en remontant la file de véhicules à l'arrêt depuis Tsararano, à une dizaine de kilomètres au sud du chef-lieu Mamoudzou, d'épaisses fumées apparaissent au loin. Un barrage ? Classique. Des affrontements avec la police ? Habituels. La tension qui monte, elle, est inhabituelle. Nombre de voitures font demi-tour. « N'y allez pas, c'est la guerre ! », lance un conducteur à un motard qui le laisse manœuvrer. Du nord au sud et jusqu'en son cœur, Mamoudzou est paralysée par des barrages érigés par des élèves empêchés de se rendre en cours à cause de la grève des transporteurs scolaires.

A Doujani, quelques centaines de mètres plus loin, plus rien ne circule. Pas de policiers en vue. Plusieurs brasiers ont été allumés sous le crachin. En tête de colonne, au « rond-point des Africains », des dizaines de motos et de scooters sont à l'arrêt. Casque sur la tête et pierres à la main, un motard explique que « les policiers sont coincés de l'autre côté ». « Il n'y a que deux 4 x 4. Je pense que c'est la brigade de nuit, qu'ils n'ont pas eu le temps d'être relevés, poursuit le trentenaire. Les gamins pétent un câble, ils sont supernombrueux. S'ils viennent vers nous, on va devoir faire le boulot. »

Dans une rue sur la gauche, les jeunes repoussés un temps par les gaz lacrymogènes des policiers repartent à l'assaut. Une dizaine d'hommes fonce dans leur direction, les bombardant de pierres. Pris à revers, les adolescents décampent. Fiers de leur effet de surprise, les motards se regroupent sur le rond-point, comme en territoire conquis. En quelques secondes, des dizaines de jeunes fondent sur eux, reprennent le rond-point et s'engouffrent sur la nationale. S'ensuit un interminable ballet d'échanges de projectiles, d'avancées et de reculades. Les rangs s'étoffent de part et d'autre. Une cinquantaine d'adultes d'un côté face à une centaine d'adolescents, dont certains ont encore le

visage poupon. Près d'une heure après le début des affrontements, des renforts de police débarquent enfin. « C'est maintenant qu'ils arrivent, tempête Djoumaidine. Comment c'est possible de se dire qu'on est en France et qu'on est obligé de se battre nous-mêmes contre ces voyous ? » Malgré tout, l'arrivée des policiers est saluée par ceux qui mènent la riposte face aux jeunes. Ils chargent ensemble dans l'air saturé de gaz lacrymogènes. « Heureusement qu'ils sont là, observe un fonctionnaire. On n'est qu'une quinzaine. Même si ce sont des gamins, ils sont tellement nombreux et déterminés que, s'ils nous chargent, on est foutu, on n'a plus qu'à sortir les flingues. »

Un enfant roué de coups

Dans le chaos, les forces de l'ordre sont régulièrement dépassées. Un groupe d'hommes a réussi à attraper un gamin d'une douzaine d'années. Une foule surexcitée s'abat sur lui. L'enfant se fait lyncher, il est roué de coups jusqu'à ce que quelques-uns s'interposent et le conduisent aux policiers.

Après trois heures de bataille rangée, quelques échauffourées opposent les derniers combattants dans les rues de Doujani. A certains endroits, les affrontements se sont prolongés jusqu'en milieu d'après-midi. La route reliant Mamoudzou au port de

Longoni, dans le nord, n'a été débloquée qu'à 15 heures. Selon *Le Journal de Mayotte*, sur la seule journée de mercredi, les affrontements auraient fait 13 blessés parmi les forces de l'ordre, qui ont interpellé sept mineurs et tiré 400 grenades.

Cette nouvelle flambée marque une étape supplémentaire après les trois nuits de violences urbaines qui avaient embrasé l'île à la mi-août. Quelques affrontements sporadiques ont continué à émailler la fin de la semaine.

Réunis en urgence sous l'égide du préfet, Jean-François Colombet, les chauffeurs en grève, les organisations patronales et le département sont parvenus à un accord qualifié d'« historique » par le représentant de l'Etat. C'est la première fois qu'une convention collective, relative aux transports en commun, serait transposée sur le sol mahorais. Les chauffeurs ont également obtenu la reprise des 85 emplois dans le cadre de la prochaine attribution du marché public des transports scolaires. Ce protocole devrait permettre la reprise du ramassage scolaire dès lundi. Mais la résorption de la violence et de l'insécurité qui affectent le quotidien des Mahorais depuis des mois paraît, elle, hors d'atteinte. Au risque d'une exaspération qui pourrait dégénérer. ■

GRÉGOIRE MÉROT